

disparités s'estompent dans tous les groupes sauf ce dernier, mais, au sein même de chacun, il ne semble pas que les revenus par habitant soient en voie de se rejoindre.⁵

● La croissance démographique

À première vue, on s'attendrait que d'importantes accélérations des taux de croissance démographique généraux nuisent au progrès des économies. Quand la population augmente, la proportion représentée par les couches jeunes de la population s'accroît au détriment de celle des gens en âge de travailler (c'est ce qu'on appelle souvent le ratio de dépendance). Une hausse généralisée de ce ratio ralentit le progrès économique de diverses manières. Premièrement, la consommation devient un impératif plus exigeant que l'investissement, c'est-à-dire que l'on favorise la satisfaction des besoins immédiats plutôt que futurs. En deuxième lieu, les rares ressources sont réparties sur un nombre croissant de personnes. Chaque travailleur doit donc pourvoir aux besoins de plus de gens inactifs. Cette situation exerce des effets évidents sur la croissance du PIB, surtout si la productivité ne s'améliore pas. Elle impose des contraintes sur le système d'enseignement et nuit aux efforts déployés par le pays pour perfectionner ses ressources humaines. Un ratio de dépendance élevé peut en outre surcharger les régimes de sécurité sociale (là où ils existent) et détourner une plus grande partie des ressources gouvernementales normalement consacrées à l'éducation. Troisièmement, il est souvent difficile de gérer la croissance démographique, qui favorise parfois la migration des ruraux vers les villes, avec son cortège de problèmes.

Selon le modèle néo-classique, c'est l'amélioration du rapport capital-travail qui est à l'origine de la croissance. Le rapport s'amenuise au rythme où augmente la population; les revenus individuels progressent donc plus lentement. La figure 2 met

⁵ Nous nous référons à Brander, James A., «Comparative Economic Growth: Evidence and Interpretation», *Canadian Journal of Economics*, vol. 25, n° 4 (novembre 1992), pp. 795-797. Cet auteur soutient, appuyant ses dires sur un rapport publié en 1963 par la FAO, que les économistes du développement ont été incapables de cerner avec justesse les régions où la croissance serait la plus forte. Selon ce rapport, l'Amérique latine disposerait de ressources indubitablement considérables, qui étaient encore loin d'être toutes mises à bon profit. L'Asie étant moins bien pourvue, les auteurs voyaient mal comment elle pourrait accroître sa production alimentaire pour répondre aux exigences d'une croissance démographique effrénée. On peut aussi mesurer la convergence à l'intérieur des groupes au moyen du coefficient de Gini, grâce auquel il est possible de quantifier les inégalités entre les pays. Le coefficient de Gini varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité parfaite). De 1950 à 1980, il est passé de 0,302 à 0,129 pour les pays industrialisés. La chute a été moins abrupte dans le groupe des économies dirigées (0,381 à 0,301) et plus faible encore chez les pays en développement à revenu moyen (0,269 à 0,258). Dans le groupe des pays à faible revenu, on a plutôt constaté une hausse légère de 0,103 à 0,112 au cours de ces trente années. Voir à ce sujet Summers, Robert, I.B. Kravis et Alan Heston, «Changes in World Income Distribution», *Journal of Policy Modelling*, vol. 6 (mai 1986), pp. 237-269, cité dans Baumol, *op. cit.*, p. 1080.